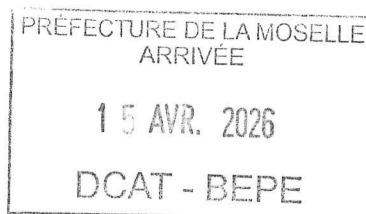


Thierry Collignon
9 résidence Pont de Pierre
57270 Uckange
thierrycollignon5793@gmail.com



Monsieur le Préfet
9 Place Jean Marie Rausch
57034 Metz Cedex1

C/C ::

M. :Hoeltzel DDREAL Grd EST environnement et bio diversité

Uckange, le 13 avril 2026

Objet : Observations et opposition au projet de lotissement porté par la société Francelot – Demande d'autorisation environnementale – Commune d'Uckange

Monsieur le Préfet,

Dans le cadre de la consultation relative à la demande d'autorisation environnementale concernant le projet de création d'un lotissement porté par la société Francelot sur la commune d'Uckange qui est l'aménageur et également le promoteur. Je souhaite porter à votre connaissance mon opposition à ce projet ainsi que les nombreuses interrogations qu'il soulève.

Mon habitation est située à proximité immédiate du terrain concerné par cette opération. Les premières habitations du projet seraient directement juxtaposées à ma propriété, alors qu'aujourd'hui cet espace est constitué d'un champ en continuité écologique avec le Bois Saint-Hubert. Cet espace naturel constitue un corridor écologique fréquenté par la faune sauvage. Depuis mon habitation, il est fréquent d'observer des chevreuils au bout de mon jardin. La transformation de cet espace naturel en zone urbanisée entraînera donc une rupture de cette continuité écologique et une perte d'habitat naturel pour la faune locale.

Plus largement, ce projet s'inscrit dans un contexte d'urbanisation déjà important sur la commune d'Uckange. Selon les éléments que j'ai pu tenter de recenser, près de 200 permis de construire auraient été délivrés ces dernières années sur la commune. Il reste toutefois difficile pour un citoyen d'obtenir des données précises et consolidées sur ce point. Je l'ai notifié en donnant des exemples concrets dans les contributions sur le site dédié.

Par ailleurs, selon diverses sources locales, il ne resterait aujourd'hui qu'environ 3 % de surfaces boisées sur la commune d'Uckange, et environ 11 % de prairies et d'espaces naturels. Le projet envisagé viendrait encore réduire ces proportions déjà limitées à confirmer par des sources officielles.

Dans ce contexte, il est légitime de s'interroger sur le choix d'implanter un lotissement en lisière directe du Bois Saint-Hubert alors même qu'il subsiste encore des friches industrielles sur la commune susceptibles d'être réhabilitées ou densifiées.

Ce projet interroge donc directement sa cohérence avec les objectifs nationaux de réduction de l'artificialisation des sols portés par la politique de Zéro Artificialisation Nette (ZAN) issue de la loi Climat et Résilience. Si le projet peut se prévaloir d'une antériorité administrative, la conformité réglementaire ne saurait suffire à écarter la question de son opportunité environnementale dans le contexte actuel de dérèglement climatique.

Également balayé par Francelot lors de la réunion publique étant donné que l'autorisation est antérieure donc on n'en tient pas compte. Bref, circuler, il n'y a rien à voir.

Il apparaît par ailleurs que le **projet initial aurait été sensiblement plus important 7,5 ha** avant d'être réduit dans son dimensionnement. Cette réduction semble avoir permis de se situer en-deçà de certains seuils réglementaires, évitant ainsi la réalisation d'études environnementales plus approfondies.

Le projet 4,2 ha et pour répondre aux exigences environnementales a été découpé en deux fois

deux hectares et la réunion environnementale ne portait que sur la moitié, ce pose donc la question du périmètre pour permettre la construction.

Cela a été évoqué lors de la réunion et le commissaire en charge de la réunion a bien soulevé la fait qu'il aurait fallu des autorisations autres et étant donné que le dimensionnement a été revu à la baisse aucun comptage sur la faune et donc évite aussi un corridor pour les animaux.

De ce fait, plusieurs éléments essentiels paraissent aujourd'hui insuffisamment documentés, notamment l'impact réel sur la faune locale ; l'existence et la préservation des corridors écologiques reliant le Bois Saint-Hubert aux espaces naturels environnants ; les conséquences cumulées de l'artificialisation progressive des sols sur la commune.

Francelot balaie de la main lors de la réunion la problématique de la faune étant donné qu'on est en dessous des seuils, forcément le projet est conçu pour rentrer sous les seuils

Un autre point de préoccupation majeur concerne la présence de lignes à très haute tension traversant directement le terrain du projet.

Ces infrastructures, installées avant les années 1970, font aujourd'hui partie d'un réseau aérien dont la vulnérabilité face aux événements climatiques extrêmes est de plus en plus documentée. Selon certaines analyses rendues publiques par le gestionnaire du réseau de transport d'électricité, environ 37 % des lignes aériennes seraient exposées à un risque climatique significatif. La durée de vie des câbles est estimée à 50, 60 ans.

Les tempêtes récentes ont d'ailleurs montré la fragilité de certaines infrastructures électriques. Par exemple, lors de la tempête Ciarán en 2023, le réseau électrique a été décrit dans certaines zones comme « littéralement à terre ». De même, la tempête Babet/Bernard en octobre 2025 a entraîné d'importantes perturbations du réseau électrique, privant environ 100 000 foyers d'électricité.

Par ailleurs, plusieurs phénomènes météorologiques tourbillonnaires ont été observés récemment dans la région Grand Est, notamment à Bambiderstroff et à Chambley en 2024, et près de six phénomènes similaires auraient été recensés ces deux dernières années.

Dans ce contexte de dérèglement climatique, il apparaît légitime de s'interroger sur le niveau réel de risque associé à l'implantation d'habitations sous des lignes à très haute tension datant de plusieurs décennies.

La question mérite donc d'être posée clairement : existe-t-il un risque, même faible, de chute de câble ou d'incident sur ces infrastructures en cas d'événement climatique extrême ?

Francelot évoque que RTE a donné l'autorisation mais quelles sont les questions réelles demandées à RTE et RTE s'engage-t-il au zéro incident et assure la responsabilité ?

Par ailleurs, je dispose d'un document officiel daté du 7 janvier 1975, délivré par la mairie d'Uckange, relatif à l'aménagement d'un accès (portail) sur la parcelle concernée. Ce document précise explicitement que l'entretien d'une bande de terrain de cinq mètres de largeur devait être maintenu afin de faciliter l'accès aux pylônes EDF ainsi qu'à la tête de fossé par les services publics chargés de la maintenance de ces ouvrages. Ce qui me laisse un droit accès également à l'arrière de mon jardin sur le champs.

Cette mention démontre qu'à cette époque les autorités publiques reconnaissaient déjà l'existence de contraintes techniques importantes sur ce secteur, liées à la présence des infrastructures électriques ainsi qu'à la gestion hydraulique du site. Ce document a été évoqué lors de la réunion publique.

L'existence de cette bande d'accès destinée aux services publics soulève donc une interrogation quant à la compatibilité d'un projet d'urbanisation dense avec les nécessités d'entretien et d'intervention sur ces infrastructures. Cela pose donc une réelle interrogation.

Au-delà de ces aspects, le projet soulève également des interrogations importantes sur l'équilibre hydrologique du site. Le terrain concerné présente en effet des caractéristiques de sols naturellement humides, laissant supposer la présence d'une nappe phréatique proche ou de circulations d'eau souterraine active. Or, aucune démonstration claire n'a été apportée quant à l'absence d'impact du projet sur l'alimentation de cette nappe ; les circulations naturelles d'eau souterraine ; et l'équilibre hydrique des terrains voisins.

Une modification de ces équilibres pourrait entraîner des conséquences directes pour les habitations existantes, notamment en matière de stabilité des sols et de pathologies du bâti dans un contexte déjà marqué par les phénomènes de retrait-gonflement des argiles.

Il apparaît également que l'évacuation des eaux usées nécessiterait un raccordement au réseau du

lotissement du Pont de Pierre, impliquant des travaux sur la propriété d'un tiers, ce qui soulève également des interrogations quant aux modalités juridiques et techniques permettant la réalisation de ces infrastructures.

Au regard de l'ensemble de ces éléments, il apparaît difficile d'identifier une véritable utilité publique à ce projet, qui semble avant tout répondre à une logique économique.

Au-delà des enjeux environnementaux et de sécurité précédemment évoqués, ce projet aura également un impact direct et significatif sur mon cadre de vie ainsi que sur la valeur patrimoniale de mon bien immobilier.

Mon habitation bénéficie aujourd'hui d'un environnement ouvert, avec une vue dégagée sur des espaces naturels en continuité avec le Bois Saint-Hubert. Cette situation constitue un élément déterminant de la qualité de vie attachée à mon bien.

La réalisation d'un lotissement immédiatement en limite de ma propriété, associé à la présence de lignes à très haute tension au-dessus du futur quartier, modifiera profondément cet environnement et entraînera une perte évidente d'attractivité du secteur.

Dans ces conditions, il apparaît probable que cette transformation du paysage et de l'environnement immédiat de mon habitation entraîne une dépréciation significative de la valeur de mon bien immobilier, que l'on peut raisonnablement estimer à plus de 15 %, au regard de la disparition de la vue dégagée actuelle, de la proximité immédiate d'un nouveau lotissement et de l'urbanisation d'un espace naturel aujourd'hui préservé.

Cette dégradation du cadre de vie constitue un préjudice direct pour les riverains, qui mérite également d'être pris en considération dans l'appréciation globale de l'opportunité du projet.

Monsieur le Préfet, la décision qui devra être prise dans ce dossier engage la responsabilité de l'État dans la mise en œuvre concrète des politiques publiques de protection de l'environnement et d'adaptation au changement climatique.

Conformément au principe de précaution inscrit dans le Code de l'environnement, je vous demande donc de veiller à ce que l'ensemble des impacts environnementaux, écologiques et de sécurité liés à ce projet soient pleinement évalués avant toute autorisation.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir m'indiquer notamment : si les continuités écologiques entre le Bois Saint-Hubert et les espaces naturels environnants ont fait l'objet d'une analyse approfondie; si les effets cumulés de l'artificialisation des sols sur la commune d'Uckange ont été pris en compte; et si une analyse spécifique des risques liés aux lignes à très haute tension a été réalisée dans le contexte actuel d'intensification des événements climatiques.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de ma considération respectueuse.

1° Vue actuelle de chez moi et lignes à haute tension, prairie et Bois Saint Hubert.



2 Affiche illisible quand j'ai découvert ce projet par hasard el mercredi 26 janvier au matin en me promenant, obligé d'aller en mairie pour connaître l'origine et signalé au personnel de l'urbanisme et évoqué lors de la réunion publique.



3 Risques Lignes à haute tension



Loir-et-Cher : des pylônes électriques

L'Est Républicain



Intempéries. Tempête Ciara : des foyers privés d'électricité cette nuit en Lorraine e...



Tempête Benjamin: 39.000 foyers sont toujours privés d'électricité en France